

RAPPORT N°2024/1-14
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024

OBJET

APPROBATION DE LA CHARTE RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (DIT CHARTE RFAR) ET AUTORISATION DE SIGNER CETTE CHARTE AVEC LE MEDiateUR DES ENTREPRISES

Le rapport s'inscrit dans le cadre des actions établies pour L'*Orientation n° 2 « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »* :

-Objectif: Affirmer le leadership économique (renforcer le développement économique en mobilisant les acteurs publics et privés)

- Engagement n° 5 « impulser un nouvel élan économique intercommunal »

I- CONTEXTE

La CINOR s'est engagée depuis 2013 à **faire de sa commande publique un puissant levier d'action au service de la transition écologique, de l'économie locale et de la création d'emplois durables**, avec notamment la signature de la convention de stratégie du bon achat (dit SBA) en, puis avec l'adoption d'une politique d'achats en 2016, et enfin la mise en place d'un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (dit SPASER) depuis 2017.

L'adoption des documents précités a permis de formaliser les orientations stratégiques retenues par la collectivité pour la gouvernance de ses achats publics, et de s'inscrire en cohérence et en prolongement des orientations fixées par les cadres stratégiques des différentes politiques publiques qu'assume la collectivité.

Dans cette perspective, notre politique d'achats contribue tout particulièrement à la poursuite des objectifs environnementaux fixés par le plan climat air énergie territorial (PCAET), que ce soit en matière de réduction des consommations d'énergie ou de production de déchets, de limitation des émissions de gaz à effet de serre et, plus globalement, d'amélioration du bilan carbone de l'action locale. Sur le volet social, elle participe aux objectifs fixés dans le projet de mandature, en contribuant au retour à l'emploi, à la formation de personnes en difficulté, en favorisant, par exemple, l'insertion des personnes en situation de handicap, par l'activité économique et le travail. Enfin, en matière économique, la politique d'achats peut susciter la structuration et le développement des TPE / PME, ou encore faciliter de nouvelles formes de coopérations et soutenir l'économie sociale et solidaire (ESS), en dépassant les seules logiques concurrentielles pour embrasser une lecture plus globale de résilience du territoire.

Ainsi, la commande publique ne doit plus être considérée comme un seul instrument de satisfaction des besoins d'un pouvoir adjudicateur, placé sous le double impératif de la régularité juridique et de l'efficacité économique. Sans méconnaître ces invariants, la commande publique peut et doit aussi être lue, de plus en plus, comme un levier significatif de transformation et d'adaptation, au service du territoire sur lequel la collectivité déploie ses politiques publiques et, *in fine*, au bénéfice de sa population.

L'importance majeure de ce levier transparaît clairement à la lecture des volumes financiers concernés : 10 % du produit intérieur brut local, et avec notre projet de territoire, CINOR terre d'avenir 2030, c'est sur le mandat pas moins de 300 millions d'euros que nous allons investir dans l'économie réunionnaise.

Le droit communautaire consacrait, dès 2014, par l'adoption de 2 directives importantes, cette évolution de la conception de la commande publique, pour mieux placer les achats au service d'objectifs économiques, sociaux ou environnementaux plus globaux, garantissant la pleine satisfaction des besoins de l'acheteur.

Témoignent encore de cette tendance de fond, les récentes modifications législatives : la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, tout comme la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, ont ainsi contribué à la promotion d'un renouvellement des démarches achat, dans le but de promouvoir des pratiques plus responsables en matière environnementale et sociale.

Avant de présenter les enjeux relatifs à la signature d'un nouveau document (la charte RFAR, jointe en ANNEXE 1) qui viendra s'ajouter comme une nouvelle pierre angulaire dans la construction de notre

974-245740119-20240215-BC2024-1-14-DE
Date de réception préfecture : 22/02/2024

édifice de l'achat le plus performant possible, il convient déjà de présenter un bilan des actions réalisées au titre des 2 précédentes conventions conclues avec l'association SBA :

- la convention SBA (stratégie du bon achat)
- et le SPASER (schéma de promotion des actions socialement et écologiquement responsables)

II - Bilan des actions menées dans le cadre de la convention SBA et du SPASER

Conventions SBA 2013 – 2023 : 10 ans de progrès en chiffres

La commande publique à la CINOR a amorcé un virage important en 2013, en passant d'une logique purement juridique à un acte de développement durable du Territoire, avec la mise en place d'indicateurs de performance de l'achat public sur un plan économique évaluées annuellement, comme vous pouvez le constater dans le document joint **en ANNEXE 2**.

L'accès des TPE / PME à nos consultations est au cœur de notre politique d'achats, ce qui se traduit notamment par les principaux chiffres suivants :

Amélioration significative de l'accès des TPE/PME locaux à notre commande publique

En 2022, sur 49 millions d'euros d'achats, sont attribués aux TPE/PME :

- > 87 % en nombre (*contre 80 % en 2013*)
- > 73 % en montant (*Contre 50 % en 2013*)

Plus d'entreprises locales attributaires

La commande publique de la CINOR est injectée dans le secteur local à près de 91,5 %. (Contre 86 % en 2013).

Amélioration de la pratique de l'allotissement

- en fournitures : 90 % des marchés sont allotés en 2022 (78 % en 2013)
- en services : 74 % des marchés sont allotés en 2022 (43 % en 2013)
- en travaux : 89 % des marchés sont allotés en 2022 (60 % en 2013)

Une plus grande participation des TPE PME à nos consultations

Ratio moyen de près de 3.69 candidats TPE / PME par procédure (*moins de 2,5 en 2013*)

La question sensible du délai global de paiement (DGP)

La question des délais de paiement des entreprises reste un point crucial, tant il constitue un facteur clé de la trésorerie des TPE PME.

Or, en la matière, malgré plusieurs mesures mises en place en interne pour résorber le délai de mandatement, le délai maximum de 30 jour n'est pas respecté en moyenne, les délais oscillant depuis 2020 entre 36 et 42 jours.

L'amélioration de cet indicateur est cependant nécessaire si l'on souhaite afficher une politique d'achat responsable qui soit irréprochable vis-à-vis de nos tiers fournisseurs et la Communauté SBA.

SPASER : Une obligation d'évaluation tous les 2 ans

Au-delà des questions économiques, notre commande publique est aussi un outil de transitions : sociales et écologiques en particulier. **Nous avons adopté depuis 2017 un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER)**, et depuis lors, nous intégrons de manière systématique dans nos cahiers des charges des clauses qui vont permettre d'exiger une certaine qualité sociale et écologique des propositions.

La CINOR, au travers de sa commande publique très volontariste, a un rôle à jouer en termes d'incitation aux transitions et de démonstration d'exemplarité.

Et les résultats sont là, avec un record observé en 2022 sur la clause sociale d'insertion où 34,21 % des marchés publiés intègrent une clause d'insertion sociale, et surtout 140 200 heures d'insertion réalisées pour 209 bénéficiaires.

Enfin, la CINOR a anticipé bien avant la Loi Climat et Résilience l'obligation de prévoir un critère de performance environnementale comme critère d'attribution : plus de 55 % des marchés attribués en 2022 ont été évalués avec un critère environnemental. Et 100 % des marchés intègrent des conditions d'exécution environnementales, grâce à la mise en place d'une direction entièrement dédiée au Développement durable, et qui insuffle dans chaque cahier des charges les prescriptions adaptées.

Envoyé en préfecture le 22/02/2024 à 14h04
Révisé le 22/02/2024 à 14h04
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

Un bilan synthétique des objectifs réalisés en 2022 au titre du SPASER est présenté en ANNEXE 3.

III – CHARTE RFAR : Pourquoi s'engager ?

Pour dynamiser encore plus notre tissu économique local, la CINOR souhaite avoir recours à un outil d'accompagnement pour soutenir les TPE/PME, et plus globalement dans leurs réponses à la commande publique : **Il s'agit de la charte Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR), aussi appelée charte de médiation des entreprises.**

Créée en 2010 par la Médiation des entreprises et le Conseil National des Achats, la Charte Relations Fournisseurs et Achats Responsables promeut l'adoption des pratiques responsables entre les entreprises (fournisseurs) et les acteurs publics (acheteurs). L'objectif est de sensibiliser l'ensemble des acteurs économiques, notamment ceux de la chaîne de l'achat public, aux enjeux incombant aux achats responsables ainsi qu'à la qualité des relations clients-fournisseurs, avec un volet médiation à développer en cas de litige.

La charte RFAR vise à promouvoir un environnement d'échanges amélioré et équilibré entre les entreprises soumissionnaires et les acheteurs publics. Cette charte répond à la volonté des acteurs de la chaîne de l'achat public d'entériner des pratiques commerciales vertueuses favorables à un cadre de confiance mutuel et à une dynamique de relations durables entre acheteurs et fournisseurs.

Cette démarche d'engagement répond à plusieurs enjeux parmi lesquels :

- **L'assise du respect des droits et devoirs qui incombent tant à notre rôle d'acheteur public qu'à nos fournisseurs, soit l'affirmation des valeurs et des convictions qui régissent notre commande publique locale ;**
- **L'information sur la qualité de nos engagements en faveur du développement d'une véritable relation de partenariat ;**
- **Le cadrage et la sécurisation de nos relations commerciales ;**
- **Le pilotage de la responsabilisation de notre commande publique autour de notre politique en faveur des « achats écologiquement et socialement responsables »**

Pour la CINOR, la signature de cette charte va inscrire ses pratiques d'achats dans un parcours « de la charte au label RFAR » : La CINOR s'engage, préalablement à la signature de la Charte, à réaliser le questionnaire d'autodiagnostic du Label (cf. étape 1 de la frise ci-dessous) et dont les résultats lui sont propres (CF. questionnaire JOINT EN ANNEXE 4**)**

Cette démarche, à vocation pédagogique, qui s'inspire des meilleures pratiques vise à éclairer le dirigeant sur l'état des lieux de son organisation, sur ses points forts et les défis à relever avant de s'engager. Après la signature de la Charte, il s'engage à élaborer son **plan de progrès pluriannuel** classé par priorité d'actions. Tout au long de cette démarche, il peut s'appuyer sur les mesures d'accompagnement et les ressources documentaires mises à disposition gratuitement par le Médiateur des entreprises et le CNA, sur leurs sites institutionnels respectifs.

Dans le cadre de ce partenariat, l'ensemble des signataires de la Charte RFAR doivent instaurer une démarche de pilotage de leur relation fournisseurs **sur les 10 engagements suivants** :

- Assurer une relation financière responsable vis-à-vis des fournisseurs
- Entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, favorable au développement de relations collaboratives
- Identifier et gérer les situations de dépendances réciproques avec les fournisseurs
- Impliquer les organisations signataires dans leur filière
- Apprécier l'ensemble des coûts et impacts du cycle de vie
- Intégrer les problématiques de responsabilité environnementale et sociétale
- Veiller à la responsabilité territoriale de son organisation
- Le professionnalisme et l'éthique de la fonction achats
- Une fonction Achat chargée de piloter globalement la relation fournisseurs
- Une fonction de médiateur "relations fournisseurs", chargé de fluidifier les rapports internes et externes à l'entreprise

Cette démarche s'inscrit dans la suite logique et en complément de notre politique de stratégie d'achat responsable. Signer la Charte RFAR engage la CINOR à mettre en place des actions de promotion, d'animation et de

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-14-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception en préfecture : 22/02/2024

sensibilisation en interne - notamment à l'ensemble des acteurs concernés par la chaîne de l'achat pour qu'ils soient informés des engagements de leur organisme - et en externe auprès des fournisseurs – notamment lors des *sourcing* et journée de rencontres économiques avec les entreprises du territoire.

Aujourd'hui, si la CINOR s'engage, c'est :

1. Pour se mesurer aux meilleures organisations privées et publiques en matière d'achats responsables
2. Pour sécuriser les processus par une meilleure maîtrise des risques achats responsables en s'appuyant en partie (charte) sur le référentiel ISO 20400
3. Pour réunir une grande partie des directions d'une organisation autour d'un projet fédérateur transversal, mobilisateur et valorisant pour toutes les parties prenantes
4. Pour reconnaître le niveau de professionnalisme des acheteurs
5. Pour améliorer l'image de l'organisation et communiquer sur ses engagements en officialisant sa volonté de passer d'une simple relation client/fournisseur à une relation de partenariat
6. Pour progresser continuellement grâce à la communauté : on souhaite souvent faire mieux au niveau des achats responsables mais on ne sais pas toujours comment

Un tel engagement de la part de la CINOR pourrait conduire à une labellisation de ses pratiques achats dans les 3 prochaines années : la mise en œuvre et le respect des engagements offrirait à la CINOR la possibilité de structurer une politique d'achats responsables à tout point de vue (social, environnemental, numérique et économique), l'amenant progressivement vers les conditions d'obtention du Label « Relations Fournisseurs et Achats Responsables ». Cela permettrait à la CINOR de faire reconnaître la qualité responsable de sa commande publique sur le plan national.

Je vous demande de bien vouloir :

- Adopter la Charte Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR) ci-après annexé,
- M'autoriser à signer à signer ladite charte avec le Médiateur des entreprises ou son représentant

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



The image shows a handwritten signature of Maurice GIRONCEL over a circular official stamp. The stamp contains the text: "C.I.N.O.R." at the top, "Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion" in the center, and "Département de la Réunion" at the bottom, flanked by two small stars.

**DECISION N°2024/1-14
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET : APPROBATION DE LA CHARTE RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (DIT CHARTE RFAR) ET AUTORISATION DE SIGNER CETTE CHARTE AVEC LE MEDiateur DES ENTREPRISES

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/1-14 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

- D'approuver la charte ci-annexée

ARTICLE 2

- D'autoriser le Président à signer ladite charte avec le Médiateur des entreprises ou son représentant

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **22 FEV 2024**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

